



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.14/680/Rev.1
E/CN.14/TECO/39/Rev.1
1 avril 1977

Original : ANGLAIS/FRANÇAIS

46107

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième session

Quatrième réunion de la Conférence
des ministres

Kinshasa, 24 février - 3 mars 1977

RAPPORT DU COMITÉ TECHNIQUE D'EXPERTS SUR SA SIXIÈME SESSION
(Kinshasa, 16-19 février 1977)

ORGANISATION DE LA SESSION

Ouverture et durée de la session

1. La session s'est tenue à Kinshasa (Zaïre) du 16 au 19 février 1977.
2. En l'absence de M. Mohamed L. Allouane (Algérie), Président de la cinquième session du Comité, la session a été ouverte par M. Bouyoussef, représentant de l'Algérie.

Allocutions liminaires

3. Dans une allocution d'ouverture, M. Murairi, Commissaire d'Etat à l'économie nationale et à l'industrie de la République du Zaïre, a souhaité la bienvenue aux participants et il a exprimé l'espoir que leur séjour au Zaïre serait agréable et fructueux.
4. Il a souligné l'importance de cette session au cours de laquelle les membres du Comité seraient appelés à examiner les problèmes les plus brûlants de l'économie africaine afin de trouver les solutions qui s'imposent. En effet, les participants étaient non seulement appelés à examiner les multiples rapports dont ils étaient saisis mais aussi et surtout à prendre des décisions à leur sujet, en particulier sur les questions relatives à la mobilisation des ressources nécessaires en vue de l'exécution du "Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique (1976-1981-1986)", ainsi que du projet de plan à moyen terme pour la période 1976-1981.
5. M. Murairi a rappelé que le Conseil des ministres de l'OUA avait tenu à Kinshasa en décembre 1976 sa onzième session extraordinaire consacrée aux problèmes économiques. Le Conseil avait défini clairement les principales préoccupations d'actualité et les progrès qui restaient à accomplir. L'impératif d'harmonisation et la nécessité d'entreprendre des actions concertées imposaient à la CEA non seulement de tirer profit au maximum des conclusions de l'OUA mais aussi d'éclairer à son tour l'instance politique panafricaine dans ses activités actuelles et futures.

6. Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire exécutif adjoint de la CEA a rappelé que le programme de travail dont le Comité était saisi était fondé sur le plan à moyen terme qui s'étendait jusqu'à 1981 et qui lui-même se fondait sur le "Plan directeur révisé, pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique". Ce plan directeur révisé était conçu selon deux grands principes : installation à l'intérieur des Etats de la région, individuellement et collectivement, de moyens permettant une croissance autonome et une diversification du produit national, et accroissement régulier et substantiel du degré d'autonomie.

7. Ayant pour but de lutter efficacement contre la pauvreté des masses et le chômage, le programme de travail mettait l'accent, d'une manière générale, sur le développement de l'industrie, de l'agriculture, et du secteur rural, ainsi que sur la création de liens entre ces secteurs de manière qu'ils puissent exercer des effets de croissance réciproques. Le programme de travail appelait, d'autre part, l'attention sur les principales forces du processus de développement socio-économique, et notamment sur le rôle de l'Etat en tant qu'entrepreneur, planificateur, innovateur en matière de technologie matérielle et sociale et responsable de l'évolution socio-économique.

8. En ce qui concernait le rôle de la CEA, le secrétariat soumettait à la Conférence des ministres des propositions fondées sur la conviction que la Commission pouvait devenir un instrument d'une valeur considérable pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international dans la région et la reformulation des politiques et des stratégies ainsi que pour la recherche de solutions aux problèmes de base et l'élaboration et l'exécution de projets concrets.

9. Enfin, le Secrétaire exécutif adjoint de la CEA a appelé l'attention du Comité sur le document intitulé "les ressources disponibles et les besoins pour les années 1977-1979 de la Commission économique pour l'Afrique" (E/CN.14/TECO/37), qui tendait essentiellement à montrer que si les Etats membres voulaient que la CEA puisse exécuter le plan à moyen terme, ils devraient lui procurer des ressources supplémentaires.

10. Le Comité a décidé de considérer les textes des allocutions du Commissaire d'Etat à l'économie nationale et à l'industrie de la République du Zaïre et du Secrétaire exécutif adjoint de la CEA comme des documents de travail de la session.

Participation

11. Ont participé à la session les représentants des Etats membres ci-après : Algérie, Bénin, Botswana, Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Empire centrafricain, Ethiopie, Ghana, Guinée, Kenya, Libéria, Maroc, Mauritanie, Nigéria, Ouganda, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie et Zaïre.

12. La France était représentée en tant que membre associé de la Commission.

13. Un observateur de l'Italie a également participé à la session.

14. Des représentants de la Commission économique pour l'Europe et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) étaient présents à la session. Les organismes des Nations Unies suivants étaient représentés : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Un représentant du Conseil mondial de l'alimentation était également présent. Les institutions spécialisées suivantes étaient représentées : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI), Organisation internationale du Travail (OIT), et Organisation mondiale de la santé (OMS). Les organisations intergouvernementales ci-après étaient également représentées : Banque africaine de développement (BAD), Centre africain de formation et de recherche administrative pour le développement (CAFRAD), Organisation de l'unité africaine (OUA), et Union africaine et malgache des postes et télécommunications (UAMPT).

Election du Bureau

15. Le Comité a élu M. Nda-Ngye (Zaïre) Président, le lieutenant-colonel Festus F.A. Addae (Ghana) premier Vice-Président, M. P.H.K. Kedikilwe (Botswana), deuxième Vice-Président et M. Abdel Mejid Hamzaoui (Tunisie), Rapporteur.

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

16. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la session
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Examen des activités de la Commission depuis février 1975, et examen et approbation du projet de plan à moyen terme pour les années 1976-1981 ainsi que du programme de travail et ordre de priorité pour 1978 et 1979
5. Préparatifs en vue de la treizième session de la Commission (quatrième réunion de la Conférence des ministres), prévue à Kinshasa (Zaïre) du 24 février au 3 mars 1977
6. Questions diverses
7. Adoption du rapport.

17. Le Comité a décidé de créer, sous la présidence du Rapporteur, un Comité de rédaction composé de représentants désignés par les différentes sous-régions.

COMPTE RENDU DES DEBATS

Examen des activités de la Commission depuis février 1975 et examen et approbation du projet de plan à moyen terme pour les années 1976-1981 ainsi que du programme de travail et ordre de priorité pour 1978 et 1979 (point 4 de l'ordre du jour)

18. Des représentants du secrétariat ont présenté les documents intitulés "Notes sur les considérations de politique générale intéressant le développement socio-économique en Afrique" (E/CN.14/TECO/36) et "Introduction du programme de travail et à l'ordre de priorité pour 1976 et 1977 et 1978 et 1979" (E/CN.14/TECO/38). Le Comité a décidé que ces deux documents lui serviraient de cadre de référence pour l'examen des autres documents dont il était saisi.

19. Le Comité a approuvé les différentes parties du programme de travail et de l'ordre de priorité pour 1976 et 1977 et pour 1978 et 1979 (E/CN.14/TECO/34/Rev.1 et Rev.1/Corr.1 et E/CN.14/TECO/35/Rev.1 et Rev.1/Corr.1), étant entendu que les observations suivantes seraient prises en considération pour leur mise en oeuvre.

Agriculture

20. Le secrétariat a été prié d'indiquer plus clairement dans le programme de travail les rapports existant entre les activités de vulgarisation et les autres activités. Il a également été prié d'étudier la possibilité d'obtenir auprès du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) des crédits correspondant aux besoins de l'Afrique pour le développement de l'agriculture dans la région. Enfin, on a demandé instamment au secrétariat de ne pas perdre de vue la nécessité d'adapter les travaux de collecte et de traitement des données statistiques aux conditions des diverses sous-régions.

Planification, projections et politiques relatives au développement

21. Le secrétariat a été prié d'accorder une attention particulière aux points suivants :

a) la nécessité de former des chercheurs africains en Afrique et la possibilité d'une aide de la CEA aux universités africaines pour entreprendre cette tâche; la question de savoir comment adapter l'enseignement et la formation aux emplois existants et aux éventuels débouchés, tout en assurant en même temps à tous les citoyens l'accès à l'enseignement général;

b) les difficultés que pose l'utilisation de modèles hautement perfectionnés du fait de l'absence de données à long terme sur le PIB en prix constants par origine industrielle et par type de dépenses et sur d'autres variables, difficultés telles que la nécessité, lorsque l'on utilise des modèles de planification et de projections, d'adopter des méthodes pragmatiques et itératives adaptées aux conditions africaines,

c) l'importance d'une planification à partir de la base et l'utilité de poursuivre les recherches sur la conception unifiée de la planification du développement, qui met notamment l'accent sur la nécessité de procéder à des analyses diagnostiques et de situation pour identifier les problèmes et définir les politiques à l'échelon des unités productives de base.

Industrie et établissements humains

22. S'agissant des établissements humains, le Comité a souligné la nécessité de fixer des normes et des établissements appropriés compte tenu de la distribution de la population et des types de logement convenant aux conditions africaines, ainsi que la nécessité d'utiliser davantage les matières premières locales. Il fallait également établir des systèmes de financement du logement pour les classes pauvres qui avaient peu de chances d'obtenir des crédits de la part des grandes institutions financières. Une coopération multinationale était requise pour la production de certains matériaux de construction tels que le ciment; il fallait aussi créer des institutions de recherche comparée en matière de logement et de planification, d'adaptation de la technologie, ainsi qu'une institution multinationale pour les établissements humains.

23. Le Comité a noté la sous-utilisation de la capacité et les économies d'échelle requises pour les industries multinationales. Il a également marqué leur intérêt concernant les activités pratiques pour l'amélioration et l'intégration de la technologie traditionnelle, de l'artisanat, de la mécanique, des petits ateliers et du travail des métaux pour le développement des industries à forte utilisation de main-d'oeuvre. Le Comité a également accordé une haute priorité à la fabrication d'instruments agricoles. Les autres secteurs prioritaires comprenaient également la production de biens d'équipement et le choix de l'implantation des établissements industriels.

24. Les gouvernements avaient besoin d'une aide pour les études de pré faisabilité en vue de projets spécifiques, pour le choix d'une technologie appropriée en vue de projets ainsi que pour connaître les sources de financement pour les projets.

25. Le représentant de l'OMS a souligné les effets d'une action en faveur de la santé et de mesures sanitaires sur le développement économique et social et le commerce et les incidences de l'industrie de la santé, du développement des remèdes et substances indigènes traditionnelles et des techniques sanitaires fondamentales ainsi que l'efficacité d'une coopération entre les bureaux régionaux de l'OMS et la CEA pour l'établissement d'une charte africaine de la santé, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement urbain et rural en eau et l'évacuation des déchets dans des conditions de salubrité.

26. Le Comité a demandé au secrétariat de faire une étude sur la production d'équipement et de matériel agricoles en Afrique.

Commerce international et politiques et institutions fiscales, monétaires et financières

27. Des représentants ont estimé qu'il convenait d'accorder une attention plus particulière aux questions ci-après : problèmes de l'écoulement des stocks régulateurs de produits de base dont la constitution était envisagée dans le cadre du Programme intégré des produits de base de la CNUCED et dont on a exprimé le souhait que quelques-uns d'entre eux puissent être implantés en Afrique; problèmes de l'obstacle à l'expansion des échanges intra-africains que représentait la protection tarifaire effective instituée par les pays africains par opposition à la protection nominale; nécessité de développer les moyens de transport en vue de promouvoir les échanges commerciaux intra-africains; obstacles posés aux échanges intra-africains par l'absence de complémentarité entre les productions de pays voisins; nécessité de mettre en place des structures permettant de financer les

échanges intra-africains, et importance de la collecte et de la diffusion d'informations appropriées pour la promotion du commerce intra-africain. Etant donné que l'on s'intéressait à la gestion des zones touchées par la sécheresse, le Comité a demandé au secrétariat de faire une étude sur la réinstallation des populations qui quittaient ces zones.

Population

28. Un représentant du secrétariat a souligné que, à la suite des récentes discussions concernant les ressources disponibles pour le programme en matière de population, un certain nombre de changements avaient été apportés. Le projet 9.482.29 s'intitulerait désormais "Groupe d'experts chargé d'étudier les niveaux et les tendances de la mortalité en Afrique et leurs incidences sur la politique générale". Le projet 9.483.26 serait supprimé, étant donné que les activités seraient désormais organisées à l'échelon inter-régional par le Siège de l'ONU. La Conférence des démographes africains (projet 9.482.26) n'avait pas eu lieu en 1976, le FNUAP n'ayant pas fourni de fonds à cette fin; les fonds continueraient de manquer à l'avenir et, pour les sessions ultérieures de la Conférence, les Etats membres seraient appelés à prendre eux-mêmes en charge les frais de leur participation, comme ils le faisaient pour d'autres organes subsidiaires de la Commission.

29. Au cours des débats, on a fait observer que les pays africains devraient tirer davantage parti des fonds du FNUAP, qui n'étaient pas seulement destinés à la réduction des taux de natalité. Une aide était disponible pour la vaste gamme des programmes en matière de population, sans aucune préférence pour une formule particulière. A propos du rôle des facteurs démographiques dans le développement économique et social, on a reconnu que le rapport entre le taux de croissance de la population et le taux de croissance économique était beaucoup plus important que le chiffre absolu de la population.

30. On a suggéré que le secrétariat effectue une étude pluridisciplinaire sur les incidences démographiques de certains des programmes proposés dans d'autres régions, qui, s'ils n'étaient pas minutieusement planifiés, pourraient entraîner une aggravation de l'exode des populations rurales vers les centres industriels et même vers un petit nombre de zones de mise en valeur agricole.

Administration, gestion et finances publiques

31. Après un long débat sur le Centre supérieur africain d'étude des politiques et stratégies du secteur public et à la suite d'un compromis entre les diverses délégations, il a été décidé de changer le titre du projet 9.501.02 de la manière suivante : "Etude, en collaboration avec l'OUA, sur la création d'un centre supérieur africain d'étude des politiques et stratégies du secteur public, en tenant compte de la nécessité d'éviter tout double emploi avec les institutions existantes, telles que l'IDEP et le CAFRAD qui doivent être renforcés".

32. Il a été décidé en outre qu'il faudrait prévoir, dans une partie appropriée du programme de travail, une réunion des organismes africains chargés de la gestion et de l'harmonisation des services statistiques, informatiques et comptables.

33. Le programme de travail devrait aussi prévoir la création, l'harmonisation et la mise au point d'un mécanisme de collecte, d'analyse et de traitement des informations et des données économique-financières à utiliser pour l'établissement des banques de données et la comptabilité du secteur public.
34. Après examen approfondi des difficultés rencontrées dans les domaines de l'administration et de la gestion des entreprises et de la formation, il a été décidé que le secrétariat devrait prendre note spécialement de la nécessité d'une coopération entre les Etats membres, qui devaient mettre en commun leurs expériences dans ces domaines, et s'efforcer de tenir davantage compte de l'interdépendance des problèmes concernant l'administration, la gestion et les finances publiques.

Transports, communications et tourisme

35. Compte tenu de la nécessité d'adopter une stratégie globale en matière de développement des moyens de transport à l'intérieur de la région, il a été demandé au secrétariat d'effectuer une étude sur un système intégré des transports et communications dans la perspective d'une décennie des transports et des communications en Afrique (1978-1987).

36. Dans le cadre de l'examen et de l'évaluation des problèmes auxquels se heurtent les pays sans littoral et semi-enclavés, il a été demandé au secrétariat d'inclure sous la rubrique "Assistance aux pays et territoires" du projet 9.552 relatif aux transports maritimes, les études à entreprendre afin de fournir une assistance aux pays susmentionnés.

37. Le Comité a estimé qu'il conviendrait d'accélérer l'exécution des études des axes routiers transafricains.

38. De l'avis de l'observateur de l'Union africaine et malgache des postes et télécommunications (UAMPT), il y aurait lieu d'envisager la possibilité de créer une compagnie d'aviation intra-africaine de fret et d'acheminement du courrier, d'identifier et d'évaluer les possibilités de fabriquer du petit matériel de base et des pièces détachées au niveau régional ou sous-régional dans le secteur des communications, et de créer ou de renforcer des centres nationaux et multinationaux de formation de cadres moyens et supérieurs en matière de communications.

Ressources naturelles, mise en valeur des ressources minérales, mise en valeur des ressources hydrauliques, énergie, cartographie et environnement

39. Plusieurs représentants ont souligné l'urgente nécessité d'instituer un mécanisme collectif de surveillance en vue de lutter contre la pollution de la mer et de protéger les ressources halieutiques des pays côtiers. On a également fait ressortir la nécessité de renforcer les mesures de surveillance tendant à éviter la pollution des nappes souterraines et d'effectuer une étude sur les systèmes d'alimentation de ces nappes en vue de leur gestion nationale. Il y avait lieu en outre d'accorder une priorité élevée à l'étude de l'exploitation des sources d'énergie non classiques, de leur utilisation et de leur vulgarisation au sein des masses rurales africaines.

Statistiques

40. Un représentant du secrétariat a indiqué qu'il y avait lieu de supprimer les sous-projets 9.548.20 et 9.548.30 du programme de travail, étant donné que le premier relevait du sous-projet 9.548.10 et que le second n'avait trait qu'à des arrangements purement administratifs. En outre, le Comité a été informé qu'il fallait également ajouter au programme de travail un additif à l'élément statistique du plan à moyen terme sur les activités relatives au Programme africain concernant les possibilités d'enquête sur les ménages (E/CN.14/TECO/31/Rev.2/Corr.1, p. 12).

41. Le Comité a approuvé les programmes de travail pour 1976 et 1977 et pour 1978 et 1979 dans leur ensemble, tels qu'ils avaient été modifiés (pour les amendements, voir annexes I à III).

"Les ressources disponibles et les besoins pour les années 1977-1979 de la Commission économique pour l'Afrique" (E/CN.14/677 E/CN.14/TECO/37)

42. Un représentant du secrétariat a présenté le document intitulé "Les ressources disponibles et les besoins pour les années 1977-1979 de la Commission économique pour l'Afrique" (E/CN.14/TECO/37). Ce représentant a cité plusieurs projets stratégiques dont l'exécution était d'une importance vitale si l'on voulait que l'Afrique sorte de sa situation défavorisée actuelle. Cependant, les sources de financement traditionnelles de la CEA - budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, autres ressources extra-budgétaires provenant de l'Organisation des Nations Unies et de plusieurs pays industrialisés - ne pouvaient pas suffire à tous les projets envisagés dans le programme de travail proposé. De l'avis du secrétariat, les pays africains devraient donc faire réellement preuve de leur attachement au principe d'autonomie en apportant eux-mêmes des contributions en vue d'accroître le montant des ressources disponibles comme le faisaient depuis plusieurs années les pays membres d'autres commissions économiques régionales.

43. Le Comité a pris note des renseignements contenus dans le document E/CN.14/TECO/37 ainsi que du projet de résolution sur la mobilisation des ressources que le Comité exécutif envisageait de soumettre à la Conférence pour approbation (E/CN.14/655, sect. "ECO.XV/Res.1"). Le Comité a également demandé au secrétariat d'élaborer un document contenant des propositions concrètes sur les dispositions que pourraient prendre individuellement les pays à l'égard du paiement de leurs contributions volontaires et de soumettre ce document à la conférence de plénipotentiaires envisagée.

Préparatifs en vue de la treizième session de la Commission (quatrième réunion de la Conférence des ministres), prévue à Kinshasa (Zaïre) du 24 février au 3 mars 1977 (point 5 de l'ordre du jour)

44. Le Comité a adopté une résolution et une décision (voir annexe IV) et les cinq projets de résolution ci-après pour adoption par la Conférence des ministres (voir annexe V) :

a) Mobilisation des ressources du Fonds international de développement agricole en faveur du développement de l'agriculture africaine;

b) Mobilisation des ressources pour le financement du développement en Afrique;

- c) Décennie des transports et des communications en Afrique;
- d) Programme intégré pour les produits de base;
- e) Pays africains semi-enclavés.

Questions diverses (point 6 de l'ordre du jour)

45. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point.

Adoption du rapport (point 7 de l'ordre du jour)

46. Le Comité a adopté une résolution par laquelle il a recommandé à la Conférence des ministres d'approuver, à sa quatrième réunion, le programme de travail et l'ordre de priorité pour 1976 et 1977 et pour 1978 et 1979, tels qu'ils avaient été modifiés.

47. Le Comité a ensuite adopté son rapport sur les travaux de sa sixième session, auquel ont été annexés les amendements apportés au programme de travail pour 1976 et 1977 (annexe I), au programme de travail pour 1978 et 1979 (annexe II) ainsi qu'un projet sur la pêche (annexe III). Les incidences financières des propositions du Comité figurent à l'annexe VI.

Annexe I

Amendements au programme de travail pour 1976 et 1977 (E/CN.14/TECO/34/Rev.1
et Rev.1/Corr.1) adoptés par le Comité technique
d'experts à sa sixième session

Main-d'oeuvre

9.441 Politique et planification aux fins d'établissement de programmes concernant
la main-d'oeuvre et de promotion de l'emploi

Sous-projet 9.441.01 : supprimer la section a) ii) et remplacer par ce
qui suit :

"ii) Promouvoir la mise en place de services nationaux et sous-régionaux
de consultants et d'entrepreneurs".

Population

9.483 Formation et recherche à l'échelon régional

Sous-projet 9.483.26 : supprimer

Administration, gestion et finances publiques

9.501 Politiques et planification aux fins de l'administration publique et de la
gestion financière

Sous-projet 9.501.02 : supprimer le texte et remplacer par ce qui suit :

"Etude, en collaboration avec l'OUA, sur la création d'un centre supérieur
africain d'étude des politiques et stratégies du secteur public, en tenant
compte de la nécessité d'éviter tout double emploi avec les institutions
existantes, telles que l'IDEP et le CAFRAD, qui doivent être renforcés
(1977)".

Annexe II

Amendements au programme de travail pour 1978 et 1979 (E/CN.14/TECO/35/Rev.1
et Rev.1/Corr.1) adoptés par le Comité technique
d'experts à sa sixième session

Peuplements humains

9.293 Développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment

Sous-projet 9.293.02 : Supprimer le texte et remplacer par ce qui suit :

"Missions sur le terrain pour étudier la situation, les réalisations, l'orientation et la capacité des établissements de recherche en matière de construction et des industries des matériaux de construction et du bâtiment en vue notamment d'identifier des projets nationaux et multinationaux concernant des matériaux comme le ciment (1978)".

Développement industriel

9.332 Développement des industries de base et de la coopération intra-africaine

Sous-projet 9.332.11 : remplacer le texte par ce qui suit :

"Etude de la fabrication locale de pièces détachées et d'accessoires pour les industries mécaniques, de l'automobile, des transports et des communications et du matériel scientifique (1978-1979)".

Sous-projet 9.332.13 : Supprimer le texte page 48 et insérer ce qui suit à la page 47 :

"Etude de la production de matériel et d'outils agricoles à l'échelon national et multinational (1978-1979)".

9.334 Développement de la petite industrie et de l'industrie rurale

Sous-projet 9.334.03 : Supprimer le texte et remplacer par ce qui suit :

"Etude sur l'utilisation des artisans, des mécaniciens et des ouvriers métallurgistes dans les petits ateliers pour la production de pièces détachées et sur la possibilité que la moyenne et la grande industries accordent des contrats de sous-traitance (1978-1979)".

Main-d'oeuvre

9.441 Politique et planification aux fins d'établissement de programmes concernant la main-d'oeuvre et de promotion de l'emploi

Sous-projet 9.441.01 : Supprimer la section a) ii) et remplacer par ce qui suit :

"ii) Promouvoir la mise en place de services nationaux et sous-régionaux de consultants et d'entrepreneurs".

Population

9.482 Dynamique de la population et développement économique et social

Sous-projet 9.482.29 : Supprimer le texte et remplacer par :
"Groupe d'experts chargé d'étudier les niveaux et les tendances de la mortalité en Afrique et leurs incidences sur la politique générale (1979)".

Formation et recherche à l'échelon régional

9.483 Sous-projet 9.483.26 : Supprimer.

Administration, gestion et finances publiques

9.504 Mise en place et gestion de systèmes budgétaires et financiers

Sous-projet 9.504.01 a) : ajouter ce qui suit :

"Fourniture de services consultatifs en matière d'information, y compris la mise en place, l'harmonisation et le développement de mécanismes, de collecte, d'analyse et de traitement des informations et des données économiques et financières destinées à être utilisées pour l'établissement de banques de données (en collaboration avec la Division de statistique).

Après le sous-projet 9.504.28, ajouter un nouveau sous-projet conçu comme suit :

"9.504.29 Réunion des organisations africaines responsables des services de comptabilité sur ordinateur en vue d'examiner les problèmes du développement et de l'harmonisation des pratiques comptables dans les pays africains [en collaboration avec la Division de statistique (1980)]".

Transports, communications et tourisme

9.551 Planification et développement des transports en Afrique

Après le sous-projet 9.551.11, ajouter un nouveau sous-projet libellé comme suit :

"9.551.12 : Etudes sur une base régionale d'une stratégie intégrée du développement des transports et des communications pour l'Afrique".

9.552 Transports maritimes

Sous-projet 9.552.01 : ajouter un nouvel alinéa libellé comme suit :

"iii) Assistance aux pays sans littoral et semi-enclavés".

Annexe III

Projet sur la pêche

- Aider les pays et territoires dans la mise en application de leur politique nationale de pêche
- Entreprendre une étude globale dans le secteur de la pêche, qui porte sur les aspects suivants :
 - a) inventaire des ressources halieutiques en Afrique en utilisant les données existantes dans chaque pays et à l'échelon d'instances internationales comme la FAO;
 - b) exploitation et transformation de ces ressources et utilisation des sous-produits de la pêche, par exemple pour la production d'engrais;
 - c) transport et commercialisation en Afrique après une étude détaillée des prix;
 - d) conservation et conditionnement.
- Etudier les formes d'organisation institutionnelles et juridiques et autres au niveau africain pour la production, le transport et la commercialisation des produits de la pêche.

Annexe IV

Résolution et décision adoptées par le Comité à sa sixième session

Résolution

Le Comité technique d'experts,

Ayant examiné le programme de travail et l'ordre de priorité révisés pour 1976 et 1977 1/ et le programme de travail et l'ordre de priorité révisés pour 1978 et 1979 2/.

Tenant compte de documents supplémentaires tels que le "Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique, 1976-1981-1986" 3/, le projet de plan à moyen terme pour les années 1976-1981 4/ et l'introduction au programme de travail et à l'ordre de priorité pour 1976 et 1977 et pour 1978 et 1979 5/.

Prenant note également des amendements au programme de travail et à l'ordre de priorité contenus dans le rapport du Comité 6/.

Recommande à la Conférence des ministres d'approuver à sa quatrième réunion le programme de travail et l'ordre de priorité pour 1976 et 1977 et pour 1978 et 1979, tels qu'ils ont été modifiés par le Comité.

Décision

Après avoir examiner un projet de résolution destiné à être soumis à la Conférence des ministres sur la mobilisation des ressources pour l'application des plans à moyen terme de la CEA et ayant appris que le Comité exécutif avait décidé, à sa quinzième session, de soumettre à la Conférence une résolution sur le même sujet (E/CN.14/655, sect. "ECO.XV/Res.1"), le Comité technique a décidé de recommander à la Conférence d'adopter le projet de résolution du Comité exécutif et de prier le secrétariat d'y joindre un résumé des points contenus dans le projet du Comité technique qui ne figuraient pas dans le texte du Comité exécutif.

1/ E/CN.14/TECO/34/Rev.1 et Rev.1/Corr.1.

2/ E/CN.14/TECO/35/Rev.1 et Rev.1/Corr.1.

3/ E/CN.14/ECO/90/Rev.3.

4/ E/CN.14/TECO/31/Rev.2.

5/ E/CN.14/678 - E/CN.14/TECO/38.

6/ Voir annexes I à III ci-dessus.

Annexe V

Projets de résolutions destinés à être soumis à la Conférence des ministres

I. Mobilisation des ressources du Fonds international de développement agricole en faveur du développement de l'agriculture africaine

La Conférence des ministres,

Considérant que l'agriculture demeure le secteur dominant des économies de la plupart des pays africains,

Rappelant sa résolution 266(XII) du 20 février 1975 sur la situation alimentaire et le programme d'action,

Prenant acte de la création du Comité interministériel africain pour l'alimentation,

Prenant note avec satisfaction de la Déclaration de Freetown sur le plan alimentaire régional visant à permettre à l'Afrique de se suffire à elle-même dans le domaine alimentaire,

Notant avec une vive inquiétude que les résultats du secteur agricole en Afrique sont restés médiocres au cours de ces dernières années, malgré le riche potentiel agricole de la région et les progrès scientifiques et techniques de la production agricole et alimentaire et de la transformation et de la distribution des denrées alimentaires,

Se félicitant de la création du Fonds international de développement agricole et exprimant sa gratitude à tous ceux qui ont contribué à sa création,

1. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, de convoquer dès que possible une nouvelle réunion du Comité interministériel africain de l'alimentation aux fins ci-après :

a) Formuler des recommandations concernant les moyens de répartir les ressources obtenues du Fonds international pour le développement agricole, fondées sur des stratégies adoptées d'un commun accord et des priorités déterminées pour un accroissement de la production, de la transformation et de la distribution des produits alimentaires en Afrique;

b) Recommander que le Conseil mondial de l'alimentation et le Fonds international de développement agricole fassent en sorte qu'une part substantielle des ressources soit réservée à l'Afrique, compte tenu des conditions et des obstacles propres au continent africain;

2. Prie l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation mondiale de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour l'environnement ainsi que les autres organisations et institutions compétentes des Nations Unies :

a) D'accorder une aide suffisante à la Commission économique pour l'Afrique dans ses efforts visant à l'exécution du plan alimentaire régional;

b) D'accorder des fonds d'appui suffisants à la Commission pour des études de faisabilité, la formation et la recherche, ainsi que pour des projets concrets destinés à accroître la production alimentaire et de fournir à la région des facteurs de production réels et substantiels pour la production alimentaire et agricole en Afrique;

3. Demande que les institutions sous-régionales et régionales africaines, notamment la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Banque africaine de développement (BAD) et le Fonds international pour le développement agricole, soient étroitement associées à l'exécution des projets financés par le FIDA en Afrique;

4. Demande en outre à toutes les institutions financières qui exercent des activités en Afrique, en particulier la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, de participer à ces efforts en vue de mobiliser les ressources;

5. Invite les pays membres à prendre à l'échelon national toutes initiatives tendant à servir l'intérêt commun des pays africains.

II. Mobilisation des ressources pour le financement
du développement en Afrique

La Conférence des ministres,

Considérant que la part africaine dans le transfert des ressources financières pour le développement reste proportionnellement inférieure à celle des autres régions en développement et aux besoins exprimés par les Etats africains,

Considérant que les conditions actuelles de l'économie mondiale rendent plus précaire encore la situation des économies africaines,

Considérant que la mobilisation des ressources financières pour les besoins de développement des pays africains est une priorité dans l'ordre des obligations qui incombent à toutes les institutions chargées de promouvoir le développement en Afrique,

Considérant que les institutions financières africaines sous-régionales et régionales doivent dans ce domaine jouer un rôle important et actif,

Rappelant les dispositions de la résolution adoptée à la quinzième session du Comité exécutif de la Commission économique pour l'Afrique,

1. Recommande aux Etats membres d'appuyer les efforts de leurs institutions financières sous-régionales et régionales en vue de la mobilisation des ressources pour le développement;

2. Prie le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique de continuer à appuyer les institutions financières régionales et sous-régionales dans la recherche de ressources financières pour le développement de l'Afrique;

3. Invite les institutions régionales et sous-régionales africaines chargées de promouvoir le développement de la région à poursuivre leurs efforts visant à obtenir des pays développés un transfert plus substantiel de ressources financières au profit des pays africains, victimes des déséquilibres créés par la crise actuelle de l'économie mondiale, en tenant particulièrement compte des pays les moins avancés, sans littoral ou nouvellement indépendants;

4. Lance un appel aux pays en développement qui en ont les moyens pour qu'ils apportent une contribution financière substantielle au développement des pays africains en vue du renforcement de la solidarité et de l'autonomie collective des pays du tiers monde.

III. Décennie des transports et des communications en Afrique.

La Conférence des ministres,

Résolue à tout mettre en oeuvre pour donner une impulsion décisive au développement du continent africain et à l'instauration du nouvel ordre économique international,

Consciente des difficultés et du retard considérables que connaît l'Afrique dans le secteur des transports et des communications,

Consciente de l'importance primordiale de ce secteur dans l'entreprise de développement et pour la promotion de la coopération économique et technique entre les pays en développement en général et les pays africains en particulier,

Convaincue que le soutien effectif de la communauté internationale aux efforts de promotion de l'autonomie collective et de la mise en oeuvre du principe du compter sur soi est nécessaire pour la solution des problèmes africains dans ce secteur, dans le cadre d'une coopération internationale renforcée,

Convaincue de la nécessité d'adopter une approche intégrée en vue de l'élaboration d'une stratégie globale pour le développement des transports et des communications en Afrique, en ayant une vue d'ensemble des problèmes du continent dans ce domaine,

Ayant présents à l'esprit les travaux de la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale,

Tenant compte des efforts actuellement déployés et des réalisations en cours,

1. Recommande à la communauté internationale, et notamment à la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale et aux instances compétentes de l'ONU, de proclamer une décennie des transports et des communications en Afrique portant sur les années 1978-1988, afin de :

a) Soutenir activement la stratégie globale pour le développement des transports et communications en Afrique et son application à la solution des problèmes du continent dans ce domaine, tant en matière de liaison, d'harmonisation, de coordination, d'intégration, de modernisation et de développement qu'en ce qui concerne les problèmes techniques, tels que l'utilisation des ressources et des techniques locales, le raccordement et la normalisation des réseaux ainsi que la conception et l'adaptation des techniques;

b) Mobiliser les moyens techniques et financiers nécessaires à cette fin;

2. Recommande vivement aux Etats africains de mobiliser tous les moyens disponibles et de s'engager résolument à promouvoir le succès total de cette décennie;

3. Adresse un appel aux organisations internationales, régionales et sous-régionales, afin qu'elles apportent tout leur concours à la réalisation de cette entreprise vitale pour l'Afrique;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine de préparer et d'organiser dans les délais appropriés une réunion des Etats membres, au niveau ministériel, afin de définir la stratégie globale de l'Afrique pour le développement des transports et communications, y compris les télécommunications, dans la région.

IV. Programme intégré pour les produits de base

La Conférence des ministres.

Rappelant la résolution 93(IV) sur le Programme intégré pour les produits de base, adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à sa quatrième session,

Convaincue de l'importance particulière que revêt pour les pays africains le Programme intégré, y compris l'établissement d'un fonds commun,

Tenant compte de la nécessité pour les pays africains de veiller à ce que leurs intérêts soient pleinement sauvegardés au cours des négociations destinées à mettre en oeuvre le programme susmentionné,

1. Invite instamment les Etats membres à participer activement aux différentes réunions de négociation sur le fonds commun et sur les produits de base prévues jusqu'à la fin de 1978;

2. Prie le secrétariat de continuer à prêter toute l'assistance nécessaire aux Etats membres pour la préparation technique de ces réunions et lors de leur déroulement, afin de leur permettre de tirer le maximum de profit de l'application du Programme intégré pour les produits de base.

V. Pays semi-enclavés

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 263(XII) du 28 février 1975 sur les pays africains sans littoral,

Considérant que la position géographique des pays semi-enclavés comme celle des pays sans littoral constitue un grave obstacle et une sérieuse entrave à l'expansion de leurs échanges et à leur développement économique et social,

Considérant en particulier que cette situation entraîne d'une part des frais élevés de transport qui empêchent ces pays d'exporter leurs produits à des prix compétitifs, et d'autre part une hausse constante du prix de leurs importations,

Considérant en outre que la solution des problèmes particuliers aux pays semi-enclavés exige que des mesures spéciales soient prises par les organismes régionaux, interrégionaux et internationaux pour les aider,

Tenant compte des résolutions 3201(S-VI), 3202(S-VI) du 1er mai 1974 et 3362(S-VII) du 16 septembre 1975, adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies à ses sixième et septième sessions extraordinaires,

Rappelant la résolution no.2 sur les besoins particuliers des pays sans littoral, adoptée par la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger du 5 au 9 septembre 1973,

1. Recommande que les pays côtiers facilitent le transit des importations destinées aux pays sans littoral et semi-enclavés, et celui des exportations en provenance de ces pays;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre des études sur les problèmes particuliers auxquels se heurtent les pays africains semi-enclavés, préconisant des mesures pratiques pour le désenclavement de ces pays, et de faire rapport sur ce sujet au Comité exécutif, lors de sa première session de 1978.

Annexe VI

Incidences financières des propositions du Comité

Les incidences financières des propositions du Comité ne relevant pas des programmes de travail de la Commission (E/CN.14/TECO/34/Rev.1 et Rev.1/Corr.1 et E/CN.14/TECO/35/Rev.1 et Rev.1/Corr.1) sont les suivantes :

A. Programme : 9.504 Mise en place et gestion de systèmes budgétaires et financiers

Travaux :

a) Assistance aux pays et territoires (1978-1981)

Fourniture de services consultatifs en matière de gestion de l'informatique, y compris la mise en place, l'harmonisation et le développement de mécanismes pour la collecte, l'analyse et le traitement des informations et données économiques et financières destinées à être utilisées pour l'établissement de banques de données.

<u>Coût des projets :</u>	<u>1978-1979</u>	<u>1980-1981</u>
i) Services d'un spécialiste de l'analyse financière et de la comptabilité	\$ 96 000	\$ 96 000
ii) Voyages intra-africains à raison de 6 000 dollars E.-U. par an	12 000	12 000
iii) 14 p. 100 de frais administratifs	15 120	15 120
Total	\$ 123 120	\$ 123 120

Elément :

b) Conférences, réunions, séminaires et groupes de travail d'experts, 1980-1981

9.504.29 Réunion des organisations africaines qui fournissent des services de statistique, d'informatique et de comptabilité, afin d'examiner les problèmes de développement et d'harmonisation des pratiques comptables dans les pays africains (1980)

<u>Coût des projets</u>	<u>En dollars E.-U.</u>
i) Interprètes (4) et traducteurs (2) :	
- frais de voyage	
1 200 dollars E.-U. x 6	= 7 200 dollars E.-U.
- indemnités de subsistance	
40 dollars E.-U. x 8 x 6	= 1 920 dollars E.-U.
- traitement	
110 dollars E.-U. x 4 x 6)	
80 dollars E.-U. x 2 x 6)	= 3 600 dollars E.-U.
	12 720

En dollars E.-U.

ii) Personnel de la CEA d'exécution du projet (3)		
- frais de voyage	800 dollars E.-U. x 3	2 400 dollars E.-U.
- indemnités de subsistance	40 dollars E.-U. x 10 x 3	1 200 dollars E.-U.
		3 600
iii) Frais de voyage de 50 participants		
	700 dollars E.-U. x 50	35 000
iv) Indemnités de subsistance des participants ^{a/}		
v) Documentation		
- traduction des documents de travail	120 p.	
	10 dollars E.-U. x 120	1 200 dollars E.-U.
- impression du rapport	7 dollars E.-U. x 40	280 dollars E.-U.
		1 480
vi) Transport sur place et frais connexes		500
vii) 14 p. 100 de frais administratifs		<u>7 462</u>
	TOTAL	60 762

B. Projet de résolution III sur une décennie des transports et des communications en Afrique

1. Le projet de résolution demande au secrétariat de préparer et de convoquer une réunion ministérielle afin de définir une stratégie globale africaine pour les transports et les communications en Afrique.

2. On estime qu'une étude de base sur les besoins et les plans des 48 pays membres en matière de transports et de communications, y compris les problèmes particuliers de transport des pays les moins avancés et des pays sans littoral et insulaires, constitue une condition préalable indispensable à la réunion ministérielle. C'est pourquoi on envisage une étude détaillée portant sur les transports routiers, maritimes, aériens, ferroviaires et fluviaux ainsi que sur les programmes et plans de développement concernant chacun de ces modes de transport, leurs liens avec les secteurs clés tels que l'industrie, l'agriculture et le commerce.

^{a/} Les indemnités de subsistance sont à la charge des gouvernements ou des organisations qui envoient les participants.

3. L'étude aura pour objectif de définir le fondement et les éléments constitutifs d'une stratégie pour la création d'un réseau de transports et de communications intégrés.
4. L'étude envisagée sera entreprise par une équipe de six experts représentant chacun des principaux modes de transport et le commerce. L'un des six experts, possédant des connaissances suffisantes de l'économie des transports, assurera la direction. L'équipe travaillera sous la direction générale du Chef de la Division des transports et communications du secrétariat. On prévoit qu'il faudra six mois de travail pour terminer et publier l'étude et que quatre de ces mois seront consacrés aux travaux sur le terrain. La mission sur le terrain couvrira de 12 à 24 pays de la région et le choix sera fondé sur des considérations d'ordre géographique ainsi que sur des besoins particuliers reconnus tels que les besoins portant sur a) les pays sans littoral; b) les pays insulaires; c) les pays les moins avancés; d) les bassins des fleuves navigables; e) les bassins lacustres; f) les pays maritimes. On recherchera la coopération des organes ci-après : l'Union africaine des chemins de fer; la Commission africaine de l'aviation civile; l'Association des compagnies aériennes africaines; les Associations des administrations portuaires de l'Afrique du Nord, de l'Est, de l'Ouest et du Centre. Les effectifs de la Division des transports, des communications et du tourisme devront être renforcés par le recrutement de spécialistes des transports ferroviaires et aériens. L'étude publiée par l'équipe d'experts qui doivent être engagés à titre de consultants constituera la base de la prochaine réunion à l'échelon ministériel.

Etat des incidences financières

a) Etude

<u>i) Personnel affecté au projet</u>	<u>Mois de travail</u>	<u>Dollars E.-U.</u>
Responsable de l'équipe, à raison de 2 000 dollars E.-U. par mois	6	12 000
Consultants	5 x 6	60 000
Fonctionnaire de la CEA (Directeur du projet)	8	-
Secrétaire	6	-
		<u>72 000</u>
<u>ii) Déplacement de l'équipe</u>		
Lors du recrutement 6 x 1 250	-	7 500
Pour la mise sur le terrain 6 x 13 450 a/		80 000
Frais de voyage du fonctionnaire de la CEA 1 x 13 450		<u>13 450</u>
		<u>101 650</u>

<u>a/ Montant fondé sur des calculs estimatifs portant sur 24 pays</u>	
Frais de voyage par avion	7 518,00
Excédent de bagages	940,00
Faux frais au départ et à l'arrivée	192,00
Indemnité journalière (pour 16 semaines de travaux sur le terrain)	<u>4 800,00</u>
	<u>13 450,00</u>

iii) <u>Frais de publication</u>	<u>Mois de travail</u>	<u>Dollars E.-U.</u>
Rapport : frais d'impression de 500 exemplaires traduction		3 500 <hr/> 1 000 <hr/> 4 500
b) <u>Réunion ministérielle</u>		
i) <u>Personnel chargé d'assurer le fonctionnement du secrétariat</u>		
Interprètes (2 vers le français, 2 vers l'anglais) Traducteurs de la CEA	4 x $\frac{1}{2}$ 2 x $\frac{1}{2}$	4 000 <hr/> - <hr/> 4 000
<u>Frais de déplacement</u>		
Interprètes lors du recrutement 1 250 x 4	-	5 000
En mission (indemnité de subsistance pendant 1 semaine)		<hr/> 1 200
Total partiel 10 200 dollars E.-U.		<hr/> 6 200
ii) <u>Participation à la réunion du personnel affecté au projet</u>		
2 experts (responsable de l'équipe + 1) à raison de 2 000 dollars E.-U.	2 x $\frac{1}{2}$	2 000
Fonctionnaire de la CEA	1	-
1 secrétaire	1	-
<u>Déplacements</u>		
Experts lors du recrutement à raison de 1 250 x 2	-	2 500
En mission (indemnité de subsistance pendant 2 semaines) 600 x 2	-	<hr/> 1 200
		<hr/> 5 700
iii) <u>Transport local pour les participants</u>		
Total estimatif		194 750
Total général (y compris 10 p. 100 pour les faux frais)		215 000

5. Il convient de signaler que le total général estimatif de 215 000 dollars des Etats-Unis n'est qu'un chiffre approximatif donnant uniquement un ordre de grandeur. Il ne couvre pas les frais relatifs au personnel de la CEA, notamment du personnel de la catégorie des administrateurs pour les voyages par avion et par chemin de fer qu'ils devront effectuer pour renforcer les effectifs d'experts de la Division des transports, des communications et du tourisme, afin de lui permettre de donner les directives appropriées à l'équipe d'experts opérant sur le terrain.

6. Il sera peut-être nécessaire de relever ces chiffres lorsque l'on disposera de chiffres plus exacts pour le coût de certains éléments.

C. Projet de résolution V sur les pays semi-enclavés

7. On ne voit pas clairement quels sont le ou les pays auxquels ont songé les auteurs du projet de résolution ni quel doit être l'objet précis de l'étude demandée. Si l'on suppose cependant que cette étude doit viser essentiellement les problèmes de transport multimodal, y compris probablement ceux que pose le commerce de transit et compte tenu du fait qu'un pays seulement de la région peut être vraiment considéré comme semi-enclavé, on peut envisager l'étude demandée comme une étude sur le terrain d'une durée de deux mois (y compris le temps d'élaboration du rapport à Addis-Abebba), qui serait réalisée par deux consultants spécialistes des questions de transport et de commerce et un expert de la CEA en matière de transport.

8. Les incidences financières du projet de résolution sont données ci-après. Il y a lieu de souligner que les chiffres ci-dessous n'ont qu'un caractère indicatif : il pourrait y avoir lieu de les relever lorsqu'on disposera de chiffres de coût par éléments plus précis.

<u>a) Personnel de projet</u>	<u>Mois de travail</u>	<u>Dollars E.-U.</u>
Consultants (à 2 000 dollars des E.-U. par mois)	2 x 2	8 000
Fonctionnaire de la CEA	2	-
Secrétaire	2	-
		<hr/> 8 000
<u>Frais de voyage de l'équipe</u>		
Au recrutement 2 x 1 250	-	2 500
En mission sur le terrain 2 x 4 022 ^{a/}	-	8 044
Frais de voyage du fonctionnaire de la CEA 1 x 4 022	-	4 022
		<hr/> 14 566

<u>a/</u> Voyage par avion	1 250,00
Excédent de bagages	60,00
Faux frais au départ et à l'arrivée	12,00
Indemnités de subsistance (pour six semaines de travail sur le terrain)	2 700,00 <u>4 022</u>

<u>b) Frais de publication</u>	<u>Mois de travail</u>	<u>Dollars E.-U.</u>
Coût de rapport : impression		600
(100 exemplaires de 50 pages)		500
traduction		1 100
		<hr/>
Total estimé des incidences financières		23 666
		<hr/>
arrondi à		24 000
		<hr/>